Gérard-François Dumont

APPRENDRE L'ÉCONOMIE

Préface Alfred Sauvy

ECONOMICA

32
24

Gérard-François Dumont

APPRENDRE L'ECONOMIE

Préface Alfred Sauvy

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris

8° R
88632

DL-23-02-1983-04364

Du même auteur

La Démographie du Limousin - S.E.L.M., 1968.
Dominer notre temps - Essai, 1971.
La Force de Vente de l'Entreprise - Les Editions d'Organisation, 1973.
Efficience et Dimension des Banques - L.G.D.J., 1975.
Faut-il nationaliser le Crédit ? - A.L.E.P.S., 1977.
L'année démographique 1978 en France (avec Jean Legrand) - Editions de l'A.P.R.D., 1979.
L'association et les médias (avec Bernard Merigot) - Editions de l'A.P.R.D., 1979.
La France ridée (avec la collaboration de Pierre Chaunu, Jean Legrand et Alfred Sauvy) - Hachette, collection «Pluriel», 1979.
Dossier avortement - Editions de l'A.P.R.D., 1979.
La population de la France en 1979 - Editions de l'A.P.R.D., 1980.
Actes des Assises Nationales de Prospective Sociale (collaboration) - A.F.P.S., 1980.
Des managers pour le XXI^e siècle (collaboration) - F.N.E.G.E., 1980.
L'Etat et la publicité (collaboration) - F.N.E.G.E. et E.S.S.E.C., 1981.
Visa pour l'espérance - Editions de l'A.P.R.D., 1981.
Démographie politique (avec Alfred Sauvy et alii)- Editions de l'A.P.R.D.,1981.
L'Enjeu démographique (avec Alfred Sauvy et Bernard Merigot) - Economica et Editions de l'A.P.R.D., 1982.



© Ed. ECONOMICA, 1982

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous pays.

PREFACE

Au moment de la grande libération, vis-à-vis du despotisme, disons à la fin du XVIII^e siècle, les hommes se sont trouvés devant une éventualité redoutable : prendre en main l'économie de leur pays, donc leur destin. Les expériences du passé, les erreurs des «règlements», la difficulté de la tâche, leur ont inspiré une telle crainte, vis-à-vis des erreurs possibles et même probables, qu'ils ont préféré s'en remettre à une sorte d'automatisme, qu'on appelle régime libéral. F. Quesnay, Adam Smith, J. B. Say ont montré que «l'œil invisible» voyait mieux que les yeux des hommes et que la «main invisible» agissait dans un sens plus favorable que leurs propres mains.

Effectivement, le XIX^e siècle a vu, en dépit des crises, dites périodiques, le progrès économique le plus important, qui se soit jamais produit jusque là dans l'histoire de l'humanité : triplement du niveau de vie. C'est, d'ailleurs, sur la vue de la sélection des hommes et des entreprises, de la victoire du plus fort, que Darwin a construit sa théorie de l'évolution des espèces.

1929 : Blessure, plutôt que maladie

Si cruelle était cependant cette sélection que les doctrines socialistes se sont multipliées, quittant le stade de la simple utopie. Mais, contrairement à ce qu'avait annoncé Marx, le premier pays à devenir socialiste n'a pas été l'Angleterre, mais un pays encore agricole, la Russie. Quelques années plus tard, éclatait la crise de 1929, appelée la grande crise et qu'on devrait plutôt appeler la mal connue.

En particulier, son étendue et sa profondeur, communément attribuées au libéralisme, ont été le résultat des mesures maladroites prises pour en diminuer l'importance et pour la faire cesser.

Les 30 glorieuses

Quoi qu'il en soit, le régime capitaliste libéral n'était plus supportable, dans toute sa rigueur. Dès la fin de la guerre, tous les pays ont entrepris de guider, d'orienter leur économie vers le mieux, c'est-à-dire vers la plus grande expansion possible, vers le plein emploi et une répartition équitable. Et, effectivement, pendant une génération, le vent favorable aidant, les progrès ont été considérables : le chômeur de 1983 gagne plus que le travailleur d'avant la guerre et reçoit, en

sus, la Sécurité sociale, mais il ne le sait pas et les quelques personnes qui le savent ne le disent pas, par peur de déplaire, par peur de passer pour un conservateur satisfait.

Il subsiste des doctrines libérales recommandant de laisser le corps secréter lui-même les anticorps, contre les ennemis qui l'assaillent. Sans doute ont-elles raison, dans le principe, tant sont importantes les contremesures prises dans tous les pays et dans les meilleures intentions. Mais le politique n'a pas à s'occuper seulement des choses, il doit avant tout se préoccuper de ce que pensent les hommes et ne pas trop les mécontenter.

Dès lors, deux conditions sont nécessaires à une bonne politique économique :

— excellente connaissance des faits, chez les gouvernants

— connaissance suffisante des faits chez les gouvernés *et, en particulier, dans les organisations syndicales.*

L'homme politique devant les faits

On a coutume de dire que, pour un corps animal, comme pour une économie, il n'y a qu'une seule solution pleinement favorable, alors que le nombre d'erreurs possibles est à peu près illimité. La condition nécessaire pour réussir est, en économie comme en médecine, d'établir un diagnostic correct et, à tout le moins, de bien connaître les faits. Il s'en faut de beaucoup pour que cette condition soit réalisée.

Pourquoi l'œil, pourquoi nos yeux voient-ils de façon moins juste que le fameux œil invisible ?

Parce que nous sommes mal informés et qu'il est difficile à un particulier de suivre toutes les statistiques, mais c'est aussi en raison de l'intensité de notre désir de voir les évènements se confirmer à nos vues.

Dans le lot, si touffu, des grandes erreurs économiques commises par la politique en France, je choisis la moins connue, peut-être parce que la moins agréable à reconnaître, mais, du coup, celle qui a été la plus dommageable.

Un exemple.

Que la réduction de la durée du travail soit, comme on dit, «dans le sens de l'Histoire», qu'elle soit permise par le progrès technique, personne ne le conteste. Le débat n'est pas là, mais dans l'ampleur des phénomènes et dans la connaissance des faits, au moment de la prise d'une réaction.

En décembre 1936, l'économie française était depuis trois mois en rapide expansion. La dévaluation, c'est-à-dire l'alignement d'une monnaie sur le dollar et la livre, donc sur toute l'économie mondiale,

était alors la clef du succès, le verrou qu'il fallait desserrer. Dès que cette libération fut faite — en France, quelque peu par accident mais peu importe — la production industrielle a progressé si rapidement qu'on pouvait espérer retrouver, au bout de quelques mois, le niveau de la fameuse année de «prospérité» l'année 1929.

Déjà la durée moyenne effective du travail approchait 47 heures et le chômage diminuait, compte tenu des variations saisonnières. Une victoire politique sans précédent était au bout de l'aventure.

C'est à ce moment même que Léon Blum a réduit fortement la durée du travail, la ramenant partout à 40 heures, de façon rigide. Au moment où venait Grouchy, il a ouvert le chemin à Blücher. Une à une, les courbes ont culminé et repris le chemin de la descente, et le chômage partiel a repris, au-dessous de 40 heures, cette fois.

Aucune faute de doctrine, répétons-le, mais erreur sur les faits. Léon Blum :

— ne s'est pas aperçu de la reprise *de la production*
— n'a pas vu la baisse du chômage, *parce que la tendance saisonnière (automne) était défavorable.*
— croyait que dans toutes les branches la durée moyenne effective du travail était inférieure à 40 heures, *alors qu'elle dépassait 46 heures.*
— en juin 1937, au moment de sa chute, il a annoncé que la reprise était certaine, alors que la rechute était largement consommée.

Les conséquences économiques ont été désastreuses et, malheureusement, la production d'avions s'en est fortement ressentie. Ne poussons pas sur ce point délicat.

A cette époque, les hommes poliques étaient entourés de juristes, de haute formation, mais incapables de lire une statistique. Ils ne connaissaient les faits que par la rumeur, laquelle déforme largement la réalité, surtout dans des cas semblables.

Les services d'observation et de prévision

Si épais que soit le voile mis sur cette aventure, l'idée de savoir, de connaître avait, après la Libération, largement fait son chemin. Tour à tour on a vu créer l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques *(à la place de l'artisanale Statistique Générale), l'INED pour la population, puis l'*Ecole Nationale d'Administration, le Commissariat au Plan *et le service des* comptes de la nation *qui deviendra la* Direction de la prévision.

Nous connaissons maintenant ce qui est produit, consommé, distribué, vendu au dehors, etc..., et nous avons partout des hommes capables de lire les tableaux de chiffres, et peut-être d'éviter leurs pièges. Sur notre navire, qui, naguère errait à l'aventure, il y a de solides vigies pour annoncer les écueils. Dans tous les pays ont été créés des observatoires semblables.

Il faut bien reconnaître que cette connaissance nouvelle n'a pas suffi, puisque notre économie est loin de donner satisfaction.

Pour aller plus loin, prenons deux cas récents bien significatifs, celui de la France, depuis le changement de gouvernement l'an dernier et celui des Etats-Unis depuis l'élection du président Reagan en 1980.

Le pneu non étanche

Lorsque le gouvernement Mauroy est venu au pouvoir, l'idée fondamentale était de stimuler la demande, de façon à occuper les 1 800 000 chômeurs que l'on comptait à cette époque.

Il est si rare de voir, en économie, des remèdes agréables, qu'il faut les saisir, lorsqu'ils se présentent. Alors que, d'ordinaire, il faut semer pour récolter, se priver pour épargner etc, cette fois il suffisait de dépenser pour gagner. Une aubaine.

La suite est assez bien connue ; la production actuelle par habitant dépasse à peine de 1% celle de l'an dernier et cette plus value n'est due qu'au progrès technique. Que s'est-il passé ?

La production industrielle était beaucoup moins élastique qu'on le pensait : nombre d'entreprises hésitent aujourd'hui à embaucher de peur de ne pas pouvoir licencier plus tard, si les commandes diminuent, les travailleurs ne sont pas tous interchangeables et une fraction des chômeurs ne risque guère d'être embauchée etc. Du fait de ces multiples rigidités, la demande, cette bienfaisante demande, n'a pas été satisfaite dans l'immédiat et dans les qualités demandées, ce qui l'a incitée à se porter, en partie au dehors. Les communications internationales sont aujourd'hui plus faciles, le marché commun facilite les achats à l'étranger etc.

Tout s'est, en somme, passé comme si nous avions voulu gonfler un pneu non étanche. Le déficit du commerce extérieur a beaucoup augmenté, faisant fléchir la monnaie. La spéculation internationale, toujours à l'affût de telles occasions, a poussé dans le même sens, si bien qu'il a fallu recourir à deux dévaluations (cette opération est aujourd'hui bien moins efficace qu'avant la guerre) et à un blocage peu enrichissant, peu créateur d'initiatives, des salaires et des prix.

Et cependant, n'avons nous pas des vigies. Pourquoi n'ont-elles pas annoncé, précisément, ces écueils, bien dans le champ ?

Ici, nous retrouvons le souci mortel de ne pas déplaire. *Pour le rôle de Cassandre, il n'y a jamais beaucoup d'amateurs. La déviation politique, les idéologies ont également joué leur rôle. Les gauchistes ou gauchisants ont vu avec des lunettes roses, tandis que ceux qui inclinent à droite n'ont pas osé s'exprimer.*

En outre, cette notion d'élasticité, de rapidité des mouvements logiques n'est pas encore très répandue et se prête mal à la mesure. Nous allons retrouver cette difficulté aux Etats-Unis.

Augmenter l'offre

Lors de toutes les périodes difficiles, les peuples n'ont pas d'autre moyen à leur disposition que de changer de gouvernement. On l'a bien vu pendant les années 30, on le revoit aujourd'hui : si le gouvernement est à gauche, les élections se font à droite et inversement. Tous les jours, en Europe, ce réflexe joue.

Aux Etats-Unis, des économistes ont lancé l'idée de l'économie de l'offre ; *au lieu de secourir les faibles, comme le faisait Carter, il fallait aider les forts, produire beaucoup de richesses, ce qui permettrait d'employer plus de personnes et d'aider davantage les sans travail. Une savante théorie, due à l'économiste Lafer, avait recueilli les suffrages.*

Nous connaissons le résultat :

Depuis 2 ans, les évènements ont montré beaucoup de mauvaise volonté à obéir aux doctrinaires : le chômage a augmenté et le fameux indice Dow Jones, qui mesure les variations de la richesse ou plutôt l'opinion qu'ont les hommes sur leur propre richesse, refuse de s'envoler. Il y a maintenant plus de deux ans que les élections ont eu lieu et moins de 2 ans avant les nouvelles, ce qui peut avoir un effet favorable dans l'immédiat, contestable dans la suite, sur le marché des affaires. La déconvenue est franche et confirme combien les hommes ont de peine, en notre temps, à bien connaître le mécanisme qu'ils entendent faire fonctionner.

L'ouvrage de Gérard-François Dumont répond parfaitement à cet objectif. On ne commande, selon le dicton, à la nature qu'en lui obéissant. En matière économique et sociale, cette obéissance est tout aussi nécessaire, mais plus difficile à faire admettre. En démocratie, il ne suffit pas que, tout en haut de l'échelle, les gouvernants connaissent bien le domaine qui leur est confié. Il faut, non certes, une approbation générale, qui serait quelque peu inquiétante, mais une connaissance suffisante chez ceux qui ont, à divers degrés, des décisions à prendre, des jugements à formuler. Les enseignements donnés dans cet ouvrage sont d'une haute actualité. Pour être prospères, est-il dit, il faut une forte production de richesses. Evidence ? Tautologie ?

Sans doute, mais les évènements récents prouvent qu'elle a été singulièrement oubliée.

Une leçon, *dans le meilleur sens du mot, un investissement aussi, dans l'acceptation la plus élevée du terme.*

Alfred Sauvy

AVANT - PROPOS

Apprendre l'économie, c'est dans un premier sens apprendre l'art de bien administrer, dans un second sens apprendre une gestion qui évite la dépense inutile. Mais l'économie est aussi une science et l'économie politique est définie comme "la science qui a pour objet la connaissance des phénomèmes concernant la production, la distribution et la consommation des richesses, des biens matériels dans la société humaine" (*Robert*).

La connaissance économique a donc deux sens très différents, l'un qui a un aspect très pratique, la capacité de gérer, l'autre qui a un aspect plus théorique, le fait de savoir, d'avoir une certaine érudition.

Cette ambiguïté se retrouve souvent dès que les faits sont examinés. Ainsi, la théorie et la logique peuvent affirmer que le blocage des prix est un facteur de ralentissement de l'inflation, et la réalité montrer qu'à la longue, le blocage des prix a des effets pervers qui encouragent l'inflation.

Autre exemple, la théorie peut laisser penser qu'employer des demandeurs d'emploi à des tâches insuffisamment productives va réduire le chômage, et l'expérience vécue montrer que la sous-productivité ne résoud pas les problèmes de chômage. Sinon, il suffirait de remplacer les camions par des brouettes.

La théorie quantitative de la monnaie peut conduire à mettre en place un sévère encadrement du crédit pour juguler l'inflation et les faits montrer l'inéfficacité de cet encadrement.

La théorie montre que "les prêts font les dépôts" et donc que le système bancaire, en accordant des crédits, a une capacité de création monétaire au plan macro-économique. Par contre, en pratique, la banquier doit suivre ses dépôts et tenir compte de leur structure et de leur importance pour décider d'octroyer tel ou tel crédit. Il peut avoir une stratégie vis-à-vis des déposants indépendante de ses décisions de crédit.

Les mécanismes économiques sont donc en théorie assez bien connus et ont été décrits dans différents livres. Les économistes ont élaboré de nombreux schémas explicatifs, mais tous ces schémas sont réductionnistes car ils ont tendance à vouloir expliquer l'économie en excluant ce qui est au centre des réalités économiques : le comportement des hommes.

La science économique a trop souvent une vision mécanique du monde ; nous pensons au contraire qu'il faut transcender cette vision par une approche plus globale, plus attentive à la psychosociologie de ces agents économiques complexes que sont les hommes.

Nous proposons donc une approche du réel, fondée sur une dialectique entre les faits d'expériences, les schémas explicatifs, et le contrôle de ces schémas avec la réalité. Malgré les leçons de Claude Bernard, les ponts entre les réalités et les théories sont le plus souvent coupés. Les réalités sont alors incomprises et les théories inadaptées.

Nous suggérons d'apprendre l'économie selon une méthode fécondante. Il s'agit en quelque sorte de marcher de nuit sur la route de l'économie, éclairée par des lampadaires qui sont chacun des façons de penser. Mais un seul lampadaire, une seule façon de penser, une seule vérité éternelle et intangible n'est pas suffisante pour éclairer la route.

Dans un premier chapitre, nous montrerons les freins de l'apprentissage économique. Puis, nous nous promènerons dans différents canaux de l'économie, pas dans tous, car quelques centaines de pages n'y suffiraient pas. Cette image de canaux impose l'idée de liens et d'interactions entre tous, du fait de l'existence d'une eau commune qui s'écoule des uns aux autres.

Apprendre l'économie, c'est savoir ce qu'elle fait, pour qui, comment, dans quel cadre et aux prises avec quels dangers.

Nous parcourerons donc la production sans laquelle il n'y a pas de richesses économiques, la consommation dont on ne sait si elle est directrice ou dirigée, les moyens de financement dont les sources sont méconnues, et le cadre qui est planétaire et non national. Enfin, deux dangers seront examinés : le chômage, à la fois réalité et illusion, et l'inflation, avec ses joies et ses peines.

CHAPITRE INTRODUCTIF

LES FREINS A L'APPRENTISSAGE DE L'ECONOMIE

L'enseignement de l'économie ne s'est développé que depuis une quinzaine d'années et reste insuffisant. Le sentiment de la non-nécessité d'apprendre l'économie a été et est encore largement répandu. Il convient d'en préciser les raisons pour comprendre que l'apprentissage économique n'est ni un enseignement qui doit être réservé à quelques-uns, ni un domaine marginal de la connaissance, mais au contraire une ouverture au monde et à l'homme.

L'existence de deux idéologies dominantes, qui réduisent l'explication de l'économie à un cathéchisme simple, voire simpliste, en est une première raison. Une seconde est le caractère insuffisant de la recherche économique dont les résultats sont souvent exprimés dans un langage suffisant. Enfin des idées reçues, le refus de voir, le refus du réel exercent leurs méfaits dans le même sens.

§.1. Les emprises idéologiques

Les deux principales écoles économiques évacuent l'homme de leurs analyses, et par conséquent, la psychologie de l'homme. En effet, pour Marx, l'homme dépend entièrement des conditions objectives de vie. Marx ramène tout l'homme, ses comportements, sa façon d'être à un reflet de ces conditions objectives. C'est la théorie du reflet. Il pense qu'il suffit de changer ces conditions pour changer l'homme. L'économie est ainsi vidée de sa principale substance, l'homme, qui pour Marx, ne dépend que du social.

Cette théorie appauvrit terriblement l'étude de l'économie. Marx ne veut pas voir qu'il y a aussi dans l'homme des éléments qui ne proviennent pas du social, qui proviennent du naturel. Par exemple, tout homme est orgueilleux, même s'il l'est à des degrés différents et l'exprime de façon différente. Si un homme n'est pas orgueilleux, c'est qu'il se sent écrasé, et on entre alors dans le domaine de la pathologie. La forme d'orgueil de tel ou tel homme a une influence sur son comportement en tant qu'agent économique. Or, cet aspect essentiel, la psychologie de l'homme, est complètement omis par Marx. Il en résulte un enseignement économique fort pauvre et donc peu intéressant à connaître.

Le sens de l'histoire : un non-sens

Un autre aspect du marxisme s'exerce dans le même sens. Marx pense que l'histoire des peuples est linéaire, qu'elle se déroule inexorablement vers un point omega, qu'il appelle le communisme. Le sens de l'histoire est une marche continue vers ce but et c'est un sens unique. Puisque nous sommes prisonniers de cette inéluctable évolution, il faut ou la subir, ou faire partie de ceux qui en sont porteurs (les partisans du manifeste communiste). Il ne faut pas croire que des pays peuvent connaître des phases de progression et des phases de récession, des phases d'expansion et des phases de décadence. Ainsi, les pays socialistes ont toujours cru et croient toujours, officiellement, que leur marche vers le communisme est comme la montée permanente vers un sommet, sans dérapage possible. Certes, le marxisme appliqué a fait long feu. Le communisme annoncé par Nikita Krouchtchev pour les années 1980 a été renvoyé aux calendes grecques par Léonide Brejnev lors du XXVI^{e} congrès du parti communiste d'URSS, en 1980.

Dans un numéro de 1981 de la revue théorique officielle "*Questions d'histoire du parti communiste soviétique*", Edouard Tadevosian conclut une longue étude en précisant que le communisme n'est pas pour demain et qu'il ne peut être envisagé qu'à très, très long terme. Malgré cet échec, au moins temporaire, l'idéologie demeure, véhiculant avec elle des réponses automatiques aux questions que voudrait se poser celui qui veut apprendre l'économie. Les traités d'économie marxiste abondent de démonstrations, souvent intéressantes d'un point de vue intellectuel, sur les crises capitalistes, sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, sur les phénomènes de surproduction. Mais ils affirment qu'une économie marxiste ne peut connaître ni l'inflation, ni le chômage, ni des périodes de récession, ni un apprauvrissement de sa monnaie et qu'elle ne dépend en rien de la psychologie des hommes. La stricte interprétation marxiste ne reconnaît pas que les ambitions d'un entrepreneur, l'enthousiasme d'une équipe, le prestige d'un chef d'entreprise, la vaillance d'un syndicaliste ou le génie technique d'une époque soient des valeurs qui puissent influer sur l'économie.

Il y a dans cette idéologie un tel appauvrissement des réalités qu'elle est une incitation à s'éloigner d'un apprentissge vrai de l'économie.

La main invisibie

Les économistes classiques, malgré l'important travail d'érudition qu'ils ont effectué, conduisent au même résultat. Adam Smith (1723-1790) élabore un modèle d'expression du monde qui est un

frein à la curiosité. La pensée économique[1] est la représentation de la société toute entière. Les économistes classiques entendent décrire une société naturelle, fonctionnant spontanément. Il n'y a guère de questions à se poser. La nature, à la fois sociale et économique, est stable et permanente. Elle est définie de toute éternité par le créateur. Elle n'est pas susceptible d'extension, mais donnée et bornée de toute éternité. Elle a les mêmes traits depuis l'origine de l'homme et ces traits sont immuables. L'idée même de progrès est absente dans les écrits des économistes classiques jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle.

Un ordre naturel gouverne l'économie et les lois économiques sont des lois naturelles. A la place du déterminisme historique du schéma que Marx présentera un siècle plus tard, les classiques proposent un modèle mécaniste. Quel est alors, dans cette logique où la nature est assignée aux hommes, leurs comportements ? Puisqu'il y a une main invisible qui gouverne l'ensemble, il appartient à chacun de se "débrouiller" pour le mieux dans cette structure dominante. L'homme va avoir nécessairement, pour les économistes classiques, une conduite économique qui s'exprime par la volonté de survivre. Cette volonté se transforme en recherche d'intérêts personnels. La tendance naturelle de l'homme à assurer sa subsistance et son instinct de reproduction va conduire à une lutte pour la vie traduite de façon sommaire : l'homme va régler son instinct de conservation selon la recherche du plaisir et la répulsion à ce qui est pénible. Son effort pour maximiser son intérêt personnel répond en définitive à une morale utilitariste.

Dans cette attitude, les hommes peuvent organiser la société civile, mais non modifier le fonctionnement de l'économie.

Les deux grandes pensées économiques -marxisme et classicisme- demeurent une source d'étude intéressante. Mais à partir du moment où on adhère totalement à l'une ou l'autre, à partir du moment où on accepte un inéluctable sens de l'histoire ou une main invisible toute puissante, à partir du moment où on est convaincu que la superstructure (c'est-à-dire l'homme pour simplifier) est déterminée par l'infrastructure (c'est-à-dire l'économie pour simplifier) ou que la volonté de l'homme n'a pratiquement aucune prise sur les mécanismes économiques, le refus de l'apprentissage de l'économie est contenu inconsciemment en nous. Ou tout au moins le peu que l'on puisse appréhender est appauvri par une vulgate qui étouffe toute curiosité.

1. Pour la clarté de l'exposé, nous simplifions. Le lecteur se reportera avec intérêt au livre de Michel Lutfalla, *Aux origines de la pensée économique*, Economica, 1981.

§.2. Une recherche insuffisante

Un second facteur joue dans le même sens : c'est le langage appauvrissant des économistes. Il faut condamner l'abus des chiffres, l'abus des conséquences de la modélisation, et le fossé bâti entre la micro et la macro-économie.

La chiffrite

Apprendre l'économie se réduit trop souvent à acquérir la connaissance de chiffres dont on finit par oublier le sens. Pouvoir quantifier un certain nombre de phénomènes est très précieux pour l'analyse. Cela donne des élèments d'appréciation, permet d'étalonner des phénomènes. Mais le chiffre devient souvent une référence intangible, un leitmotiv, un but et une fin en soi. Par exemple, le VI^{e} plan a donné lieu en France à une bataille homérique sur le taux de croissance souhaitable pour l'économie française. Il y avait les partisans du six pour cent et ceux du huit pour cent. Et la mise en avant de ce pourcentage était si systématique qu'on en oubliait le pourquoi et le comment.

Une même croissance nominale peut recouvrir des évolutions qualitatives très différentes. Et les mesures couramment employées sont le plus souvent insuffisantes, car elles n'intègrent ni les déséconomies externes que sont les nuisances, ni les valeurs non marchandes telles que les soins apportés par les parents à l'éducation de leurs enfants, ni certaines ressources qui ont pris un caractère économique en acquérant une rareté relative comme l'air et l'eau.

Or, l'économie devrait prendre en compte le travail non marchand, car il vient en concurrence avec le secteur machand. C'est le cas de la substitution entre la femme qui a une activité salariée et qui la suspend pour s'occuper de ses enfants en bas âge. Dans le premier cas, elle intègre au secteur marchand certains services comme la garde (crèche) ou des repas (cantine). Dans le second cas, enlevant au secteur marchand la demande de ces services, elle diminue le produit national brut exprimé en francs, mais cette diminution est artificielle.

La prise en compte du travail noir est également omise dans les chiffres. Or, il existe des cumuls d'une situation de chômage avec une activité clandestine. Ainsi, en Italie, le total des lainages exportés est supérieur au double de la production intérieure officielle. Le maire de Naples a déclaré, sur Antenne 2, en 1980, qu'il n'y avait officiellement aucune usine de chaussures dans sa ville, alors que chacun sait que des milliers de paires sortent tous les jours de cette ville.

Homo œconomicus ou homme

Ainsi l'économie est bel et bien malade de la "chiffrite", lassant par cette maladie bien des esprits curieux. Pourtant, d'importants professeurs ont attiré l'attention sur ce danger. Igor Ansoff, du Carnegie Institute of Technology, a mis en évidence les notions d'objectifs non mesurables, et insisté sur la nécessité d'études qualitatives pour décider au mieux des stratégies de développement[1].

Baumol, qui est un économètre, c'est-à-dire un spécialiste d'économie mathématique, a affirmé : "je peux dire catégoriquement que je n'ai jamais rencontré un problème d'économie dans lequel les théorèmes de l'analyse économique aient pu me servir". Comment peut-on expliquer une telle phrase qui peut paraître à première vue fort excessive ? Parce que les modèles économiques ont évacué l'homme de leurs analyses, ou plus exactement l'ont remplacé par une image unidimensionnelle, l'homo œconomicus. Ce dernier exclut toute psychologie humaine ; son seul but est de maximiser des objectifs chiffrés, de gagner le plus possible de tous les côtés. Le comportement si varié et si complexe des hommes est ramené dans les modèles à cette maximation. Appauvrir ainsi l'homme, c'est appauvrir l'intérêt de l'économie.

Au contraire, les phénomènes économiques sont la résultante d'une dialectique, d'une interférence entre les conditions objectives de vie et ce que sont les hommes.

Supercheries

Il y a également une grande supercherie dans certains modèles où les hypothèses dépendent des résultats escomptés. Ceux qui les construisent, à rebours d'une démarche scientifique, choisissent *ex post* la valeur des paramètres utilisés pour quantifier les hypothèses afin d'obtenir les conclusions souhaitées. Mais celles-ci sont souvent présentées comme justes, alors qu'elles sont conditionnelles aux paramètres choisis.

Par exemple, nombre de modèles économiques prennent pour postulat que le volume des investissements découle effectivement du seul choix d'un taux d'actualisation. En réalité, les motifs qui conduisent des agents économiques à investir sont divers et loin d'être tous parfaitement rationnels.

Malheureusement, l'action politique utilise, parfois quotidiennement, de tels modèles. Ainsi, en France, dans les années 1976-1978, une thèse selon laquelle l'inflation était la conséquence d'un surinvestissement a largement circulé. Ramener l'inflation, qui est un

1. Igor Ansoff, *Stratégie du développement de l'entreprise,* Editions Hommes et Techniques, 1968.

phénomène complexe, à la fois social et économique, au résultat d'un calcul économique intéressant mais insuffisant est le type même d'erreur à éviter.

Le raffinement et l'abstraction croissants des modèles montrent la difficulté de prendre en compte les structures économiques et sociales. Il en résulte qu'il est quasi-impossible de mettre en pratique un certain nombre des travaux des économistes.

Et ce d'autant plus qu'il y a un problème des données : celles-ci sont souvent acceptées comme telles avec une absence évidente d'esprit critique. C'est là, comme nous le verrons, que résident les plus graves idées reçues : la croyance que les sources statistiques sont nécessairement bonnes, et la croyance qu'une corrélation, prouvée sur une ou plusieurs séries, peut se généraliser à l'ensemble des phénomènes économiques.

La guerre micro-macro

L'on rencontre également un grave problème d'échelle de prise en compte des phénomènes. Deux niveaux d'études sont possibles : l'échelle individuelle, celle de la prise en considération de l'homme, du ménage ou de l'entreprise en tant qu'agent économique ou l'échelle globale où l'on considère l'ensemble des différentes catégories : les entreprises industrielles, les activités commerciales, le système bancaire,...

Dans le premier cas, l'analyse est dite micro-économique, elle consiste à étudier au niveau individuel les décisions, les comportements et les résultats des décisions et du comportement d'un consommateur, d'un épargnant,... Ce type de méthode permet d'appréhender les réalités au niveau individuel. Mais une grande difficulté surgit lorsqu'on souhaite additionner les comportements pour saisir d'un point de vue d'ensemble la synthèse des réalités économiques.

Un second niveau d'analyse est alors utilisé : c'est la macro-économie qui consiste à appréhender globalement les phénomènes économiques à partir de séries statistiques. L'étude va alors négliger l'aspect individuel des problèmes, pour se porter sur la croissance, l'inflation, la monnaie, le produit national.

Si ces deux approches - la micro-économie et la macro-économie - se complétaient, "tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes".

Malheureusement, ces deux analyses ne font pas que se compléter, et souvent elles se croisent pour diverger. Le tout apparaît différent de la somme des parties. Une cathédrale n'a rien à voir avec l'alignement de pierres qui la composent. Le tout dépend de la

façon dont les parties se relient les unes aux autres. Et souvent ce qui est la cause en micro-économie devient effet en macro-économie et vice-versa.

La cathédrale a pu être construite parce qu'il y avait des pierres. Mais les pierres ont été taillées parce qu'on a voulu construire une cathédrale. L'emprunt d'Etat a été "couvert" parce qu'il y avait des épargnants. Mais il y a eu des épargnants parce que l'Etat a émis un emprunt. La logique micro-économique veut qu'il faille épargner pour pouvoir investir, la logique macro-économique veut que l'investissement décidé nécessite de susciter une épargne. Dans un cas, l'épargne précède l'investissement et dans l'autre, c'est l'investissement qui précède l'épargne.

Au niveau micro-économique, tout banquier sait qu'il lui faut respecter un équilibre entre ses dépôts et ses crédits. L'Etablissement Financier sait bien que, pour couvrir les crédits qu'il octroie, il doit rechercher des ressources de financement. Or, l'analyse macro-économique démontre que, à l'échelle de l'ensemble des banques, les dépôts résultent des prêts.

Deux amis très proches

Et ces deux approches apparemment contradictoires sont également vraies. Il faudrait en réalité que la micro-économie ne se contente pas de l'étude des comportements individualistes, et que la macro-économie ne se contente pas d'étudier des comportements agrégés qui ignorent les aspects individuels. Sinon, les résultats discordants de ces deux méthodes ont quelque chose de déroutant, et souvent, il n'y a aucune communication entre eux (ce que les économistes appellent un "*no-bridge*"). Cette absence de communication a été excellemment formulée par Friedrich Hayek[1]. L'économiste Milton Friedman "n'est pas seulement un ami très proche, mais nous sommes aussi en accord sur tout... excepté sur la politique monétaire[2]. Il est un macro-économiste, je suis un micro-économiste. Il pense que la relation entre la demande globale et le niveau général des prix explique tout. Je ne pense pas, moi, qu'elle nous apporte beaucoup d'enseignement".

En réalité, l'économiste doit partir des faits et suivre une démarche dialectique entre les actions individuelles des agents économiques et la dimension collective de ces actions individuelles.

Si la démarche économique est souvent insuffisante, c'est parce qu'il est plus facile de vivre de certitudes que de cultiver un esprit critique.

1. Prix Nobel d'Economie 1974, dans l'*Express*, 13 au 19 Décembre 1980.
2. Or Milton Friedman est monétariste, c'est-à-dire un spécialiste de politique monétaire et presque que cela. Autant dire que les deux économistes sont, dans leur spécialité, en désaccord sur presque tout !

§.3. Un esprit critique pas assez affûté

"Lorsqu'on entreprit pour la première fois de recenser la population de la France, Laplace se rendit compte aussitôt qu'on n'arriverait jamais à dénombrer sans aucune erreur la totalité des habitants. Il demanda par conséquent que l'on calcule l'erreur probable et qu'on la fasse figurer dans le recensement publié. L'éminent mathématicien, qui apporta une contribution si décisive à la théorie de la probabilité, trouvait donc naturel, et même indispensable, pareille exigence de précision. Mais rien ne fut fait en ce sens, et même de nos jours. Il n'y a pratiquement aucun pays au monde où la publication de données sociales et économiques s'accompagne de considérations sur l'erreur probable. On se contente, d'une façon ou d'une autre, de présumer qu'il n'y a pas d'erreur, bien qu'il soit facile à n'importe qui de constater que les erreurs abondent partout et qu'elles diffèrent énormément d'une statistique à l'autre ; pourtant, il serait éminement désirable de connaître exactement l'importance de ces erreurs".[1]

Les erreurs non évaluées

Pourtant, les moyens d'évaluer les erreurs d'un recensement existent. En France, il suffirait par exemple de coupler les résultats du recensement avec le fichier de la Sécurité Sociale. Les pays nordiques possèdent un fichier national de l'Etat Civil qui autorise une démarche de vérification. Et de tels travaux ne sont en rien une menace pour la liberté des citoyens. Au contraire, une bonne connaissance des flux de population fait partie de l'information indispensable du citoyen dans une vraie démocratie.

Il y a donc une insuffisance de la connaissance qui est à la base de nombreuses erreurs. Surmonter cette insuffisance est plus dure que se réfugier dans la technique pure comme le font nombre d'économistes. Mais en même temps, cette distance entre certaines recherches économiques et le vécu quotidien des citoyens n'est guère une incitation pour ces derniers à aborder l'économie.

Ils devinent bien que les données sont approximatives ou relatives. Chacun sait que les deux millions de chômeurs annoncés en décembre 1981 recouvrent des problèmes humains très différents. Sinon, il y a longtemps que les chômeurs auraient réussi à créer des syndicats et à se faire entendre, ou à manifester par désespoir !

1. Osker Morgenstern, "L'économie est-elle une science exacte ?", *La Recherche*, n° 18, décembre 1971.

Chacun pense que le taux d'inflation est calculé scientifiquement par l'I.N.S.E.E., mais chacun sait que ses ingrédients en sont discutables. Ainsi, les tarifs de la SNCF sont pris en compte dans l'indice des prix à travers le prix du transport au kilomètre payé par le voyageur. Mais les différents suppléments qui se sont largement généralisés depuis 1970, tels qu'une somme fixe de prise en charge, ne sont pas intégrés à l'indice des prix. Et les suppléments exigés pour l'accès à certains trains ont augmenté dans des proportions considérables et ne bénéficient pas de réduction pour ceux qui possèdent des cartes de réduction ou pour les enfants.

En décembre 1981, chacun a pu constater que l'indice du coût de la construction, sur lequel sont indexés nombre de loyers, a été publié avec quatre mois de retard, à un niveau inférieur à la réalité. Le prix du timbre fiscal à payer pour l'obtention d'une carte d'identité nationale est passé de 10 F. en 1972 à 100 F. en 1982, soit 900 % en 10 ans, de 30 F. en 1980 à 100 F. en 1982, soit 233 % en 2 ans, celui pour un passeport de 150 à 240 F. de 1980 à 1982, soit de 73 % en deux ans, mais ces hausses ne sont pas prises en compte dans l'indice officiel. Comme disait un humoriste, les statistiques sont comme les bikinis ; elles montrent beaucoup mais cachent l'essentiel.

Abus de la technique de l'affirmation

La modestie n'est pas assez à l'honneur chez les économistes. Généralisation abusive, affirmation sans démonstration, choc des formules remplacent souvent la rigueur et ignorent souvent "les vertus d'un modeste traité de vulgarisation scientifique"[1]. C'est ainsi que la démocratisation de l'information et donc la diffusion de la connaissance économique échoue.

La technique de l'affirmation est néfaste en économie comme ailleurs. On en trouve une illustration chez l'écrivain Han Suyin qui, dans tous les domaines, a écrit tout et le contraire de tout. Voici par exemple, deux de ses jugements sur les effets économiques de la révolution culturelle en Chine. Dans *"La Chine en l'an 2001"* (Stock, 1968), elle a écrit : "La révolution culturelle produit et procure l'élan révolutionnaire nécessaire pour l'accomplissement de la percée économique durant la période du Troisième Plan Quinquennal (1966-1970)". Dans *La maison du Phénix* (Stock, 1980), elle écrit au contraire que pendant cette fameuse révolution culturelle, "beaucoup d'usines ne fonctionnaient pas et, dans celles que je vis, environ un tiers des machines étaient à l'arrêt".

1. Selon la formule employée par Max Gallo dans l'*Express* à propos de *L'ordre cannibale* de Jacques Attali.

Ainsi, au fil du vent qui change souvent de côté pour souffler, l'économie est parfois dominée par les idées à la mode, ou par des mythes du jour. Et chacun peut lire des articles, écouter à la radio ou voir à la télévision des personnalités reconnaître leurs erreurs avant de donner, avec assurance, leur avis sur l'avenir économique.

Les mythes économiques

Les mythes économiques naissent d'autant plus que nous vivons dans un monde complexe que nous n'arrivons pas à maîtriser. Un mythe très répandu est delui du cycle grâce auquel tout pourrait s'expliquer et dont l'attrait est très dangereux, comme l'a écrit Alfred Sauvy : "Si j'avais aujourd'hui à élever des jeunes, je leur dirais : méfiez-vous de trois fléaux : la peste, le choléra et les cycles.

Le cycle est pour l'esprit un repos extraordinaire. Dès que ce mot est prononcé, l'esprit le plus scientifique perd déjà ses qualités de rigueur, d'austérité, tant il se satisfait. A la place du tourment, à la place du vide, à la place de l'inquiétude, on se repose sur un cycle.

Voici un exemple très répandu actuellement chez les démographes et autour d'eux. Un démographe américain, Easterlin, a présenté une théorie d'alternance des générations. Résumons-la sommairement : une génération peu nombreuse a une vie plus agréable et se met à avoir beaucoup d'enfants ; puis la génération suivante, qui sera plus nombreuse, se trouvera moins au large et aura peu d'enfants, et ainsi de suite.

Pourquoi une théorie aussi absurde à la plus élémentaire expérience a-t-elle un tel succès ? D'abord parce qu'elle est présentée par un Américain. Si elle l'avait été par un Belge ou un Italien l'écho eût été bien faible : "C'est amusant, mais sans valeur". Mais il y a l'image de marque : la théorie vient de Etats-Unis. En matière scientifique, notamment en sciences sociales, dès qu'un Américain avance quelque chose, il bénéficie d'un certain crédit".[1]

Or cette théorie n'est vraie ni dans le Tiers-Monde, ni auprès de la population noire des Etat-Unis, ni auprès des Chicanos des Etats-Unis et est donc réfutée dans le propre pays de son inventeur.

L'erreur de Harvard

Alfred Sauvy raconte aussi avec saveur l'erreur de Harvard en 1929 : "l'histoire du Harvard Economic Service mérite d'être citée tant elle montre le besoin de croire à des cycles. Vers 1890, le souci de nombreux économistes était la prévision économique des cycles. A cet effet, Harvard avait inventé les "trois marchés". Grâce aux trois courbes décalées, la prévision était tout à fait sûre, Harvard a donc poursuivi ses calculs pendant une vingtaine d'années et ses

prévisions étaient relativement bonnes. Puis est arrivé 1929 : le plongeon, l'effondrement de l'économie. Harvard a estimé tout à fait mineur le krach du vendredi noir : c'est le résulat d'une spéculation temporaire.

Ces vues étaient d'autant plus éloignées de la réalité que le début de la crise était bien antérieur au vendredi noir. Harvard a continué dans son erreur pendant deux ans jusqu'en 1931, époque où il n'a plus reçu de financement ; les fondations qui subventionnaient les recherches de Harvard n'avait plus de ressources. Ainsi le Harvard Economic Service a disparu, sans avoir reconnu seulement que la crise existait parce qu'elle était contraire à sa théorie des cycles".[1]

La science économique en crise

Ces exemples montrent que la science économique est en panne. Les politiques économiques, quelles qu'elles soient, à l'Est comme à l'Ouest, n'ont guère trouvé de remèdes aux maux principaux - chômage et inflation -. La sophistication des études cache une crise des outils de l'économie. On a cru que le calcul économique pouvait remplacer la décision alors qu'il ne pouvait que la guider, et qu'au contraire, il l'a rendu parfois plus difficile par une trop grande distance entre la recherche (et les limites de la formulation mathématique) et les applications pratiques.

Du fait de l'emprise des idéologies, d'une recherche insuffisante et d'un sens critique pas assez développé, l'enseignement de l'économie n'a été mis en place que récemment et dans un esprit sans doute trop étroit. C'est pour l'apprentissage de l'économie un autre handicap à surmonter.

§.4. Un enseignement tardif et insuffisant

Tardif, c'est évident. En 1955, dans une enquête faite par l'UNESCO sur l'enseignement des sciences sociales, le principal syndicat français d'enseignants du second degré affirmait que la création d'une discipline supplémentaire ne s'imposait pas[2].

Dans l'enseignement supérieur

L'économie est alors presque totalement absente de l'enseignement primaire et secondaire, même si elle transparaît parfois légèrement dans certaines disciplines comme l'histoire et la géographie. Dans l'enseignement supérieur, seuls les étudiants des grandes

1. Dans l'*Enjeu Démographique*, Editions de l'A.P.R.D., 1981, pp.17-18.
2. Alain Kokosowski, *Enseigner les sciences économiques et sociales*, P.U.F., 1978, p.65.

écoles commerciales peuvent acquérir des notions d'économies. Dans les grandes écoles d'ingénieurs, l'économie est parfois une matière facultative.

Il faudra attendre le décret du 10 Août 1959 pour que soit instituée officiellement une licence ès-sciences économiques dont les premiers enseignements sont donnés en 1961. Par une sorte de balancier, cette licence concerne d'abord beaucoup de cours juridiques, et a un caractère assez bâtard ; puis, après 1968, la primauté donnée à l'acquisition de techniques quantitatives (mathématiques, statistiques, et économétrie) devient parfois excessive, car ces techniques sont parfois plus utilisées, à l'instar des facultés de médecines, comme un moyen de sélection que comme le moyen de formation qu'elles devraient simplement être.

Nous constations alors que les étudiants n'acquéraient pas les qualités intellectuelles et humaines souhaitables parce qu'ils subissaient par trop un enseigement d'idées loin des réalités, souvent confondu dans une tour d'ivoire, loin des pesanteurs sociologiques et du vécu quotidien de l'économie.[1]

Une solution paradoxale dans le secondaire

Mais le grand problème reste la quasi-inexistence d'une formation structurée à l'école, malgré quelques enseignements existants dans des sections techniques. L'enseignement de l'économie ne va être institué qu'en 1967, non par une intégration à la formation de base des citoyens, mais par la création d'une nouvelle section, la section B en classes de seconde, première et terminale, tandis que les enseignements existants deviennent une section G, menant à un baccalalauréat de sciences et techniques économiques.

Cette solution est assez paradoxale : d'une part l'enseignement de l'économie est isolé comme s'il ne faisait pas partie du savoir minimum que tout adolescent doit acquérir ; d'autre part, son importance est soulignée avec insistance puisque les textes officiels tiennent à le distinguer par exemple de l'instruction civique : "l'initiation économique et sociale n'est pas l'équivalent d'une "instruction civique" commune à toute les sections (AB en classe de seconde et B en classe de première) et prend place parmi les disciplines fondamentales, l'horaire de quatre heures par semaine le montre suffisamment" dit la circulaire du 12 Octobre 1967.[2]

1. Gérard-François Dumont, "Rénover l'enseignement de l'économie", *Le Temps financier*, 3 mai 1969.

2. Parue dans le *Bulletin Officiel de l'Education Nationale*, du 9 novembre 1967, n° 42, p. 2667.

Le règne des idées reçues

Mis en place de façon tardive, l'enseignement de l'économie reste insuffisant, puisque seule une minorité d'adolescents peut en bénéficier. Et c'est ainsi que pullulent les idées reçues en matière économique. Chacun peut faire l'expérience même auprès d'anciens élèves de l'Ecole Polytechnique et de Centrale. Ainsi, on dira que les banques suisses sont les plus importantes du monde alors qu'il n'en est rien et qu'au contraire, le Crédit Agricole français fait partie des quatre premières banques mondiales. On dira que les banques françaises sont riches alors que l'importance de leurs fonds propres ne représente pas 2 % des sommes qu'elles prêtent.

On dira qu'il faut supprimer le profit alors que le développement du niveau de vie lui est dû et que chaque année des millions de Français perçoivent une part du profit au travers "la participation des salariés aux fruits de l'expansion" (résultant des ordonnances de 1967). On dira que la croissance zéro est un idéal à atteindre en oubliant l'immensité des besoins qui restent à satisfaire et les dégâts causés par la diminution de la croissance économique depuis 1974,...

Un premier catalogue d'idées reçues a été rédigé[1]. Son importance est déjà telle qu'il forme un petit dictionnaire, mettant en évidence la sous-information économique.

Celle-ci ajoute ses effets aux autres freins à l'apprentissage de l'économie que sont le caractère totalitariste des idéologies, l'insuffisance de la recherche et un esprit critique pas assez développé.

Il convient de faire preuve d'esprit d'ouverture pour appréhender les réalités économiques. Commençons par la principale, celle qui a permis au monde industrialisé d'acquérir un niveau de vie matériel considérable et inimaginable pour nos aïeux : la production.

1. Daniel Chabanol, *Dictionnaire des idées reçues en matière économique,* Presses Universitaires de Lyon, 1979.

CHAPITRE 1

LA PRODUCTION, CLE DE LA PROSPERITE

Aucune augmentation du revenu global et donc du revenu moyen des citoyens n'est possible sans une augmentation préalable de la production. Seule la création de richesses peut améliorer le sort commun. Il faut prendre conscience de cette réalité. L'économiste est comme le prestidigitateur : il ne peut élever le niveau de vie que si l'activité de production est suffisante comme le prestidigitateur ne peut sortir un lapin de son chapeau que si le lapin existe réellement, là où il est caché.

Et la force qui démultiplie les capacités de production est le progrès technique, qui apporte de tels changements qu'il peut à la fois être aimé pour ses bienfaits et honni pour d'autres de ses conséquences.

La mise en œuvre de la production et du progrès technique s'opère de différentes façons, selon le mode de gestion choisi par l'entreprise et selon les relations sociales qui s'y instaurent.

Mais cette gestion est directement influencée, d'une part par les manœuvres économiques permanentes qui se déroulent au sein de notre économie planétaire, et d'autre part, par la place grandissante et imposante prise par l'Etat dans l'économie.

Ce sont ces différents élèments que nous approcherons dans ce deuxième chapitre.

§.1. La création de biens et de richesses

De tout temps, les hommes ont cherché à satisfaire leurs besoins matériels et leurs aspirations culturelles. La chasse leur a permis de se nourrir et de se couvrir.

Un phénomène ancien...

Par vénération, ils ont fait des réalisations différentes selon les régions. En France, les dolmens, les menhirs, les dessins des grottes de Lascaux montrent que nos ancêtres n'avaient pas que le souci vital de ne pas mourir de faim ni de froid. L'histoire du monde nous apprend qu'au fil des découvertes, l'homme a pu utiliser des techniques plus productives pour créer des richesses : l'invention du feu, la charrue, les premiers outils permettent d'augmenter et de faciliter la production agricole, la construction des maisons ; les tech-

niques architecturales de plus en plus élaborées autorisent la réalisation de villes que le XX[e] siècle a redécouvertes, notamment grâce aux archéologues, comme Troie ou Macchu Picchu au Pérou. Les vestiges des diverses civilisations méditerranéennes montrent que la capacité de production était déjà très variée.

L'idée de croissance est donc ancienne.

...devenu primordial

Mais le développement de l'industrie, à partir des découvertes de la fin du XVIII[e] siècle, au cours de ce qu'on a appelé la première révolution industrielle (la machine à vapeur), et surtout depuis 1945 l'accélération de l'économie ont donné au mot croissance un sens quasi-religieux. Car, depuis 1945, les pays industrialisés ont connu une expansion économique considérable, et la croissance a été placée au premier rang des objectifs des pays et des individus. Cela ne s'est pas fait par hasard, mais parce que les hommes ont constaté les bienfaits de la création de biens et services et en raison d'un environnement culturel favorable à la croissance.

La production a apporté des satisfactions qui étaient, pour la plupart, inimaginables et inimaginées par les générations précédentes, sauf par certains visionnaires comme par exemple Léonard de Vinci.

La principale satisfaction a touché directement les hommes dans leur quantité et qualité de vie. L'amélioration des conditions matérielles de vie, la diminution du temps de travail permise par le machinisme, liées au progrès médicaux, ont considérablement accru l'espérance de vie des hommes et leur espoir d'être moins dépendants de la maladie.

La croissance de la production a permis de combattre contre l'insuffisance et la rareté des biens, si mal supportées par l'homme[1]. Et les facilités matérielles sont devenues extraordinaires dans tous les domaines : variété des aliments, moyens de transport à la portée de tous et toujours plus rapides, et en particulier de 1951 à 1956, popularisation de l'automobile, avions plus sûrs, plus puissants, et plus confortables, radio, télévision, appareils électroménagers dans chaque foyer,... Les biens mis à la portée de chacun sont le résultat de grands programmes et de grands travaux : d'une part le développement de l'électricité, de la production d'acier, de ciment, de machines agricoles,... et d'autre part des constructions de barrages (Donzère-Mondragon en 1952, Bort-les-Orgues, Tignes,...), des milliers de kilomètres de canalisation de gaz, des usines de plus en plus grandes, des réseaux commerciaux (plusieurs centaines d'hypermarchés depuis le premier créé par Carrefour à Sainte-Geneviève-des-Bois en 1961)...

1. Tableau 1.

La France frileuse de l'entre-deux-guerres n'avait pratiquement pas construit ; après 1945, au-delà des nécessaires reconstructions des destructions de la guerre (Vire a été détruit à 84 %, Condé-sur-Noireau à 79 %, Falaise à 73 %,...) un immense effort d'urbanisation est mis en œuvre.

La formidable création de richesses postérieures à 1945 ne s'est pas faite sans difficultés, car tout ne peut être réalisé à la fois. Ainsi, l'hiver 1953-1954 a été très cruel, surtout pour les sans-abris. Mais le Gouvernement d'alors se refusait à débloquer un milliard pour les cités d'urgence que voulait construire l'Abbé Pierre, sous prétexte que l'effort de construction était largement satisfaisant. Par une lettre ouverte exposant le dénuement des sans-abris, l'Abbé Pierre réussira à faire revenir sur sa position le Ministre de la Reconstruction, Monsieur André Lemaire.

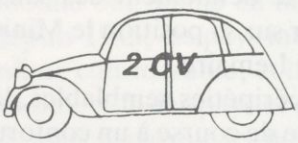
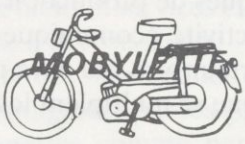
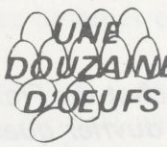
A travers d'autres péripéties semblables, la production de biens et services est une sorte de course à un confort toujours supérieur et fait émerger les statistiques de production qui prennent de plus en plus d'importance. L'activité économique est alors ramenée à un agrégat, le produit intérieur brut qui aura plus que triplé en France de 1938 à 1957, tandis que se multiplent les entreprises.

Le pouvoir d'achat du Français a doublé en 20 ans. Un ouvrier qualifié devait travailler 1 heure 20 en 1958 pour s'acheter une douzaine d'œufs ; il ne lui faut plus que 25 minutes en 1978. Ce même ouvrier devait travailler 3 heures 30 pour acheter 1 kg de bifteck en 1958, 2 heures en 1978. Il devait travailler 12 semaines en 1958 pour s'acheter un réfrigérateur de 140 litres, un peu plus d'une semaine seulement en 1978. Enfin, pour s'acheter une 2 CV Citroën, il devait travailler 8 mois et demi en 1958, moins de 5 mois en 1978.

TABLEAU 1

L'AUGMENTATION DES BIENS ET DES RICHESSES

A. LE DOUBLEMENT DU POUVOIR D'ACHAT

1958	POUR ACHETER	1978
8 mois 1/2		5 mois
3 semaines		2 semaines
12 semaines	RÉFRIGÉRATEUR 	1 semaine
1 heure 20		25 minutes
3 heures 30		2 heures

Source : *La Presse Française*, janvier 1978

TABLEAU 1 :

L'AUGMENTATION DES BIENS ET DES RICHESSES

B. L'AUGMENTATION DES BIENS DISPONIBLES

	1958	1980
Voitures	4.512.000	21.049.500
Téléviseurs	988.000	19.000.000
Réfrigérateurs	2.630.000	19.550.000
Machines à laver	3.100.000	18.850.000
Téléphone (abonnés)	3.614.000	15.898.000
Kilomètres d'autoroute	96	5.251
Piscines publiques	611	3.430
Ecoles maternelles	5.322	15.745
Ecoles primaires	43.848	66.935
Ecoles secondaires	2.472	11.035
Universités	16	77
Lits d'hôpitaux publics	198.282	401.712
Lits d'hôpitaux privés	68.000	140.789
Pavillons	9.686.242	18.500.000
Résidences secondaires	447.440	1.500.000

Source : La Presse Française, janvier 1978

Car la création de richesses, notamment depuis 1945, n'est pas le fait du hasard. Elle répond à un état d'esprit, celui de la croissance, et elle est permise par une population suffisamment dynamique. Mais peut-elle connaître des limites physiques ? La capacité économique des pays industrialisés peut-elle se heurter à un niveau indépassable ?

Ces différents points méritent d'être examinés.

Une mentalité industrielle

L'état d'esprit de l'essor industriel résulte d'une école de pensée. L'un de ses partisans, Henri de Saint-Simon, l'a définie au XIX^{e} siècle en affirmant que la philosophie de son siècle "devait être organisatrice et non révolutionnaire". C'est le choix fait par les pays de l'Europe de l'Ouest. Ceux-ci ont préféré obéir à une sorte de foi en l'expansion plutôt qu'a une volonté de changement politique. Les méthodes économiques de l'Ouest n'ont pas été le prolongement d'une idéologie politique comme dans certains pays socialistes. C'est la raison pour laquelle l'URSS n'a pas "rattrapé l'Amérique", comme l'écrivait Mikhail Souslov en 1962. Et en Mars 1981, devant le 26ième congrès du parti communiste d'URSS, Léonide Brejnev a lancé cette formule : "l'économie doit être économique".

L'Ouest européen a appliqué cette formule bien avant, choisissant l'idéologie de la croissance qui a été véhiculée à travers deux principes : le progrès social est fonction du progrès économique et le progrès économique est fonction du taux de croissance. La croissance économique de l'Ouest a résulté d'une conception matérialiste, quantitative et individualiste du bien-être. Dans leur majorité, les hommes ont considéré qu'il était humainement gratifiant de respecter cette conception. Mais, et ce sera le début d'une contestation à parti des années 1970, l'homme ne vit pas seulement de biens matériels...

Il n'empêche que le progrès économique résulte d'une capacité d'organisation, d'une mobilité technique , et d'une mobilisation des hommes. La foi dans le progrès permet aussi de ne pas privilégier systématiquement le court terme et donc de dégager l'épargne nécessaire pour les investissements d'avenir.

La croissance économique n'est pas le fruit d'un quelconque "miracle", mais de la volonté de l'homme. Ce dernier, tout au long de l'histoire de l'humanité, a cherché à améliorer son sort et celui de sa famille, à accroître son niveau de vie matériel et sa qualité de vie.

L'homme ne participe pas à l'action de production par pur plaisir et joie à travailler. Il y concourt parce qu'il croit ainsi pouvoir jouir des gains de son travail et en faire profiter ses proches.